

Que se passe-t-il réellement dans le camp YAYI ?

N° 409 DU 10 OCTOBRE 2025



Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

MAIRIE DE PORTO-NOVO - NOUVELLE DYNAMIQUE MUNICIPALE

KOUMAGNON
prend le relais



PAGE 02

JUSTICE ÉLECTORALE

PAGE 03

Recours rejeté

FOOTBALL – ROUTE VERS LA COUPE DU MONDE

PAGE 05



Bénin–Rwanda :
le choc décisif

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENSEIGNANT 2025

PAGE 09

**Sèdami Medegan Fagla célèbre
les enseignants du Littoral**



ELONA HOUSE
SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE

Le cadre idéal pour vos événements
inoubliables !

0198904640 / 0144904640

Les résidences
FENOU
APPARTEMENTS - CHAMBRES MEUBLÉS

0198904640 / 0144904640 | Confort et luxe s'allient pour vous offrir un
séjour incroyable.

Mairie de Porto-Novo – Nouvelle dynamique municipale

KOUMAGNON PREND LE RELAIS

Réuni en session extraordinaire ce 9 octobre 2025, le Conseil communal de Porto-Novo a procédé à l'installation de son nouveau deuxième adjoint au maire, le conseiller communal KOUMAGNON Dagbégnon Raymond W. A., désigné par son parti, l'Union Progressiste le Renouveau (UP-R), en remplacement de Alin TOZO.

La salle de délibération de la mairie de Porto-Novo a accueilli ce jeudi 9 octobre 2025 la 6e session extraordinaire du Conseil communal de l'année. À l'invitation du maire Charlemagne N. YANKOTY, les conseillers se sont penchés sur un point unique à l'ordre du jour : l'installation d'un nouveau deuxième adjoint au maire.

C'est le conseiller communal KOUMAGNON Dagbégnon Raymond W. A. qui a été offi-

ciellement investi dans ses nouvelles fonctions. Sa nomination, proposée par son parti politique l'Union Progressiste le Renouveau (UP-R), a été validée par la préfecture. Le représentant du préfet de l'Ouémedé, madame Marie AKPOTROSSOU, a procédé à l'acte solennel d'installation.

Ce remplacement intervient après la condamnation judiciaire de l'ex-deuxième adjoint au maire, Alin TOZO, qui a été déchu de ses responsabilités.

Avec cette nouvelle nomination, l'équipe municipale de Porto-Novo entend renforcer la gouvernance locale et maintenir la dynamique de développement au service des populations.

Emeric Joël ALLAGBE



MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj, faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com



ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com
TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joel ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION

Emeric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENO (Journaliste)
Godfrey MISSAHOGBE (Journaliste)
Youssouf Michel AVOCEGAMOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

Justice électorale

RECOURS REJETÉ

(La Cour constitutionnelle déclare irrecevable le recours contre la CENA sur l'auto-parrainage)

Réunie en audience plénière spéciale ce jeudi 9 octobre 2025, la Cour constitutionnelle a tranché sur plusieurs dossiers, dont un recours introduit contre la Commission électorale nationale autonome (CENA) à propos du mécanisme d'auto-parrainage. Verdict : la haute juridiction a jugé le recours irrecevable.

Lors de cette audience, les sages de la Cour se sont penchés sur les arguments avancés par le requérant contestant la régularité de la procédure d'auto-parrainage validée par la CENA. Après examen, la Cour constitutionnelle a estimé que les griefs soulevés ne répondaient pas aux conditions légales requises pour une saisine recevable.

En conséquence, le recours a été purement et simplement rejeté. Ce faisant, la Cour réaffirme son rôle d'arbitre ultime dans le contentieux électoral et confirme la validité des décisions prises par la CENA dans le cadre du processus en cours.

Cette décision, bien qu'attendue par certains observateurs, suscite déjà des réactions contrastées au sein de la classe politique, entre ceux qui saluent la clarification juridique apportée et ceux qui dénoncent un verrouillage institutionnel.

Emeric Joël ALLAGBE

Santé mondiale

URGENCE MENTALE : UN APPEL À L'ACTION

Le 10 octobre, la Journée mondiale de la santé mentale met en lumière un enjeu vital : garantir un accès aux soins psychologiques lors des catastrophes et des urgences. En 2025, l'OMS et ses partenaires tirent la sonnette d'alarme face à la hausse des crises et à la baisse des financements.

Chaque année, le 10 octobre, la planète entière se mobilise pour rappeler l'importance de la santé mentale. En 2025, le thème choisi par l'OMS et l'ONU, « Accès aux services de santé mentale en cas de catastrophes et d'urgences », insiste sur l'urgence de renforcer les dispositifs de soutien psychologique dans un monde où conflits, déplacements massifs, catastrophes naturelles et pandémies s'intensifient.

Les chiffres sont éloquents : en contexte de crise, une personne sur trois développe un trouble de santé mentale, et une sur vingt souffre de troubles graves. Pourtant, l'accès aux soins est souvent compromis, notamment pour les migrants, déjà confrontés à des situations juridiques et sociales complexes avant même la survenue d'une urgence.

Le soutien psychosocial et les soins en santé mentale ne sont pas de simples services complémentaires. Ils sauvent des vies, préviennent les troubles à long terme, réduisent les risques de suicide et aident les individus à retrouver leur résilience. Au-delà de l'individuel, ils contribuent à protéger et reconstruire les communautés affectées.

Mais malgré cette nécessité, la réalité est alarmante : les programmes mondiaux de soutien psychosocial subissent d'importantes coupes budgétaires. En 2025, plus de 500 000 personnes risquent de perdre l'accès à ces services, alors même que seulement 2 % des budgets nationaux de santé sont consacrés à la santé mentale. Ce déficit financier menace d'anéantir des décennies de progrès.

Face à cette situation, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et ses partenaires lancent un appel pressant à plus de financements, de collaboration et de solidarité. L'enjeu est clair : garantir que toutes les personnes touchées par une crise puissent bénéficier des soins dont elles ont besoin.

En France, les Semaines d'Information sur la Santé Mentale (SISM), organisées du 6 au 19 octobre 2025, mettent l'accent sur une thématique locale : « Pour notre santé mentale, réparons le lien social ». Car la santé mentale ne se limite pas aux situations extrêmes : elle commence dans la vie quotidienne, dans le soutien mutuel et la solidarité entre citoyens.

Youssouf AVOCEGAMOU





ELONA HOUSE

SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES

À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ?
Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou
simple moment en famille... notre espace vous ouvre ses portes pour
toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.

- ASSISTANCE TECHNIQUE PRO
- GRANDE CAPACITÉ MODULABLE
- SALLES CLIMATISÉES
- GROUPE ELECTROGÈNE



Djassine Houinvié - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

Football – Route vers la Coupe du Monde

BÉNIN–RWANDA : LE CHOC DÉCISIF

En quête d'une place pour les prochaines qualifications au Mondial, les Écureuils du Bénin affrontent ce jour les Amavubi du Rwanda. Un duel à haute intensité qui pourrait peser lourd dans la suite de la compétition.

Ce jour, le onze national béninois entre sur la pelouse pour un rendez-vous capital face au Rwanda, dans le cadre des éliminatoires en vue de la Coupe du Monde. L'enjeu est clair : prendre des points essentiels pour garder intactes les chances de qualification.

Les Écureuils, portés par un effectif rajeuni et déterminé, savent qu'ils n'ont pas droit à l'erreur. Face à eux, les Amavubi du Rwanda, réputés pour leur discipline tactique et leur combativité, ne viendront pas en victimes consentantes.

Le staff technique béninois a insisté ces derniers jours sur la concentration, l'efficacité offensive et la solidité défensive. L'objectif : transformer chaque occasion en but et rester vigilant derrière. Dans le camp rwandais, la stratégie reste similaire, avec une volonté affichée de créer la surprise à l'extérieur.

Au-delà du simple match, cette confrontation symbolise un tournant pour le football béninois. Une victoire renforcerait la confiance des joueurs et galvaniserait le public en vue des prochaines étapes. Le public sportif béninois, très attaché à son équipe nationale, garde l'espoir d'une prestation mémorable et d'un pas décisif vers la grande aventure du Mondial.

Emeric Joël ALLAGBE

Coupe du monde 2026

DÉJÀ QUATRE NATIONS AFRICAINES QUALIFIÉES

(La liste complète des qualifiés)

Avec les prochaines journées (9e et 10e) des éliminatoires de la Coupe du monde 2026 encore à disputer en Afrique, quatre équipes du continent ont déjà décroché leur ticket pour la phase finale.

Ces quatre nations viennent toutes du Maghreb : le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et l'Algérie. Sur le continent africain, il reste donc cinq places directes à pourvoir, ainsi qu'un billet supplémentaire pour les barrages intercontinentaux.

Qui est déjà qualifié, continent par continent ?

Afrique (CAF) : Maroc, Tunisie, Égypte, Algérie (4 pays)
→ Reste 5 qualifications directes + 1 place pour barrage

Asie (AFC) : Japon, Iran, Ouzbékistan, Jordanie, Corée du Sud, Australie (6 pays déjà qualifiés)
→ Sur les 8 places directes attribuées à l'Asie

Concacaf (Amérique du Nord, Amérique centrale & Caraïbes) : États-Unis, Canada, Mexique
→ Tous trois co-organisateurs et déjà assurés d'une place

Amérique du Sud (CONMEBOL) : Argentine, Brésil, Uruguay, Équateur, Colombie, Paraguay
→ Les six places directes sont désormais attribuées

Océanie (OFC) : Nouvelle-Zélande
→ La seule place directe pour cette zone est déjà assurée

James Meryl ALLAGBE

Les résidences **FENOU**



Loin de chez vous, retrouvez la chaleur d'un foyer : chambres privées et cuisine conviviale pour partager des repas faits maison, rire et préparer vos aventures du lendemain. L'expérience idéale pour profiter à votre rythme !

CARACTÉRISTIQUES

- ✓ Luxe et confort
- ✓ Décor authentique
- ✓ Prix abordable
- ✓ Emplacement stratégique



Djassin Houinvié - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

Loisirs, fêtes et détente à Porto-Novo

L'ESPACE FIFAMÈ, VOTRE NOUVEL AIR DE FÊTE À ELONA HOUSE !

Pour toutes vos soirées en plein air, anniversaires, chill soirées et autres événements conviviaux, le promoteur de la salle ELONA HOUSE à Porto-Novo lance un nouveau concept : l'espace FIFAMÈ. Un cadre idéal, désormais ouvert à toute la population de Porto-Novo et des environs.

Porto-Novo se dote d'un nouvel espace de loisirs qui promet de marquer les esprits : l'espace FIFAMÈ, récemment mis à disposition par le promoteur de la salle ELONA HOUSE, bien connue pour accueillir des événements prestigieux dans la capitale.

Situé dans un environnement agréable et facilement accessible, FIFAMÈ offre un cadre spacieux, sécurisé et bien aménagé, parfait pour organiser des soirées en plein air, anniversaires, chill soirées, retrouvailles entre amis, petits concerts, afterworks et bien plus encore. Avec une atmosphère détendue et une ambiance chaleureuse, l'espace s'adapte aussi bien aux rassemblements festifs qu'aux moments de détente en famille ou entre collègues.

Que vous soyez un particulier, une association ou une entreprise, FIFAMÈ est l'endroit rêvé pour sublimer vos instants de convivialité à Porto-Novo.

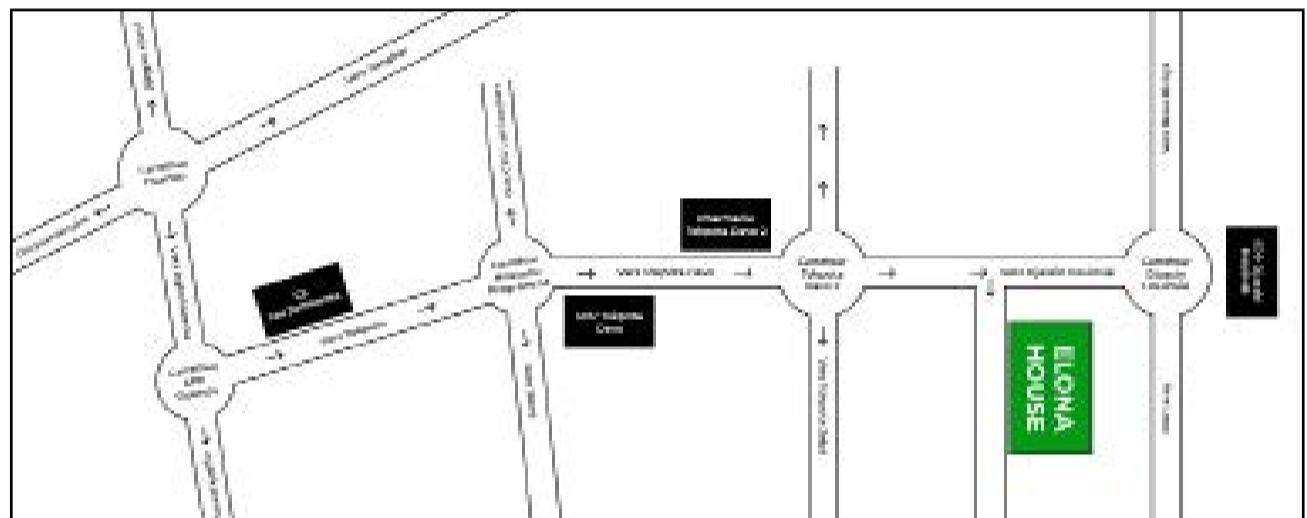
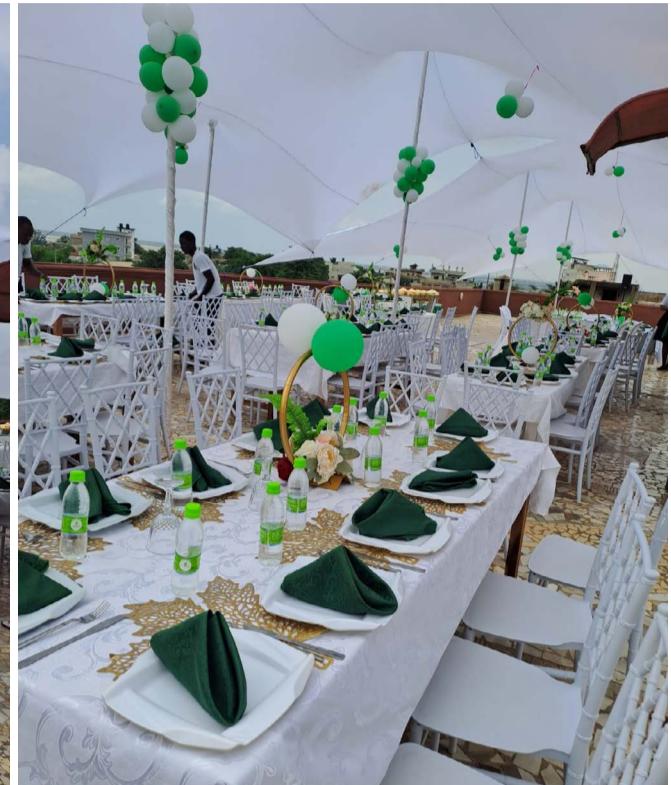
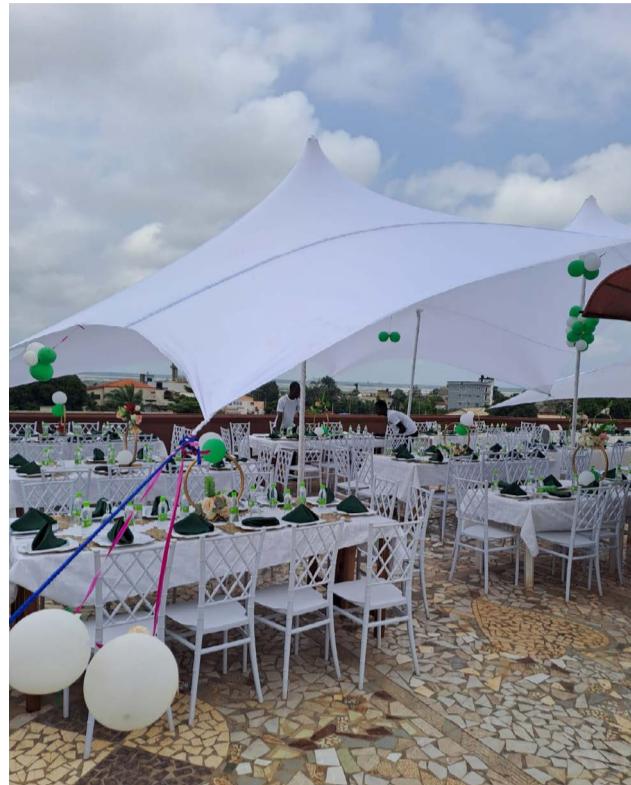
Réservez dès maintenant et offrez-vous l'expérience FIFAMÈ !

- Localisation : Salle ELONA HOUSE, Porto-Novo

- Contacts: 0144904640 / 0198904640

- Disponibilité : Tous les jours sur réservation

James Méryl ALLAGBE



Fruits et légumes au Bénin

LA STAR DES ASSIETTES BÉNINOISES

Énergie, tradition et économie : la banane-plantain s'impose comme un pilier alimentaire au Bénin.

Aliment de base, pilier nutritionnel et source de revenus, la banane-plantain occupe une place incontournable dans l'alimentation et l'économie béninoises. Polyvalente en cuisine et produite localement, elle s'impose comme l'un des aliments préférés des ménages, surtout dans le sud du pays.

Un aliment nourrissant et polyvalent

Riche en glucides complexes, la banane-plantain fournit une énergie durable, ce qui en fait un aliment de choix pour de nombreuses familles. Elle contient aussi des fibres, du potassium, ainsi que des vitamines A, C et B6, indispensables au bon fonctionnement de l'organisme. Contrairement à la banane dessert, elle n'est presque jamais consommée crue. Elle se prépare bouillie, frite comme dans le célèbre aloc, grillée, ou encore réduite en purée. Verte, elle rappelle la texture des tubercules ; mûre, elle offre une saveur sucrée très appréciée.

Une culture bien enracinée

Au Bénin, la banane-plantain est principalement cultivée dans le sud, notamment dans les départements de l'Atlantique et de l'Ouémé. Sa production repose en grande partie sur de petits exploitants agricoles qui l'associent à d'autres cultures vivrières comme le niébé ou la patate douce. Cette complémentarité favorise sa diffusion et sa rentabilité.

Un enjeu économique et social

Au-delà de sa valeur nutritionnelle, la banane-plantain est un véritable atout économique. Elle soutient la sécurité alimentaire et génère des revenus pour de nombreuses familles rurales. La filière, en pleine croissance, reste toutefois confrontée à des défis d'organisation et de structuration pour exploiter pleinement son potentiel.

Un patrimoine culinaire à préserver

Symbole de convivialité et de tradition, la banane-plantain ne cesse de renforcer sa place dans la culture alimentaire béninoise. Sa popularité dans les foyers, les marchés et la gastronomie locale en fait bien plus qu'un simple fruit : c'est un pilier du quotidien et un levier de développement.

Youssouf AVOCEGAMOU

**Report du Conseil National des Démocrates**

QUE SE PASSE-T-IL RÉELLEMENT DANS LE CAMP YAYI ?

Le parti Les Démocrates a repoussé de 24 heures son Conseil National initialement prévu pour le 11 octobre. Une décision qui soulève interrogations et spéculations sur les véritables raisons de ce report.

À moins de 48 heures de l'échéance, le Conseil National du parti Les Démocrates a été décalé. Officiellement, il s'agit d'éviter toute précipitation dans le processus de désignation du ticket présidentiel. Mais en coulisses, ce contretemps laisse transparaître les tensions internes et les délicates tractations menées autour du choix décisif.

Le rendez-vous doit permettre de révéler le duo de candidats qui portera les couleurs du parti à la présidentielle. En attendant, pas moins de 34 candidatures masculines ont été enregistrées. Tous les postulants ont déjà défendu leurs ambitions devant la commission présidée par Christophe Monsia.

Parmi les prétendants, on retrouve des personnalités connues comme Éric Houndté, Nourénou Atchadé, Moïse Kérékou, Valentin Agon, mais aussi plusieurs cadres et militants régionaux tels que Sawe Yacoub, Adechokan Gafari, Mama Sika Ismaël, Tama Jean Nazaire, Mitokpé Dossou Guy, ou encore Zinsou Bodé Smith.

L'enjeu est clair : trouver un ticket capable d'incarner l'alternance et de fédérer l'opposition. Mais les débats internes restent vifs. Certains prônent le consensus, d'autres plaident pour une rupture avec les habitudes. Le rôle d'arbitre de Boni Yayi apparaît plus que jamais déterminant pour sortir de l'impasse et maintenir l'unité du parti.

Dans les heures à venir, les nouvelles modalités du Conseil seront annoncées. Reste à savoir si ce délai de 24 heures suffira à apaiser les tensions et à accoucher d'un choix fédérateur.

Emeric Joël ALLAGBE

Journée mondiale de l'Enseignant 2025

SÈDAMI MEDEGAN FAGLA CÉLÈBRE LES ENSEIGNANTS DU LITTORAL

À l'occasion de la Journée mondiale de l'Enseignant, commémorée en différé le 8 octobre 2025 à Cotonou, la ministre conseillère Sèdami Medegan Fagla a rendu un vibrant hommage aux "soldats de la craie". La cérémonie, placée sous le thème « Repenser l'enseignement comme une profession collaborative », a mis en lumière la valeur et l'engagement des enseignants du Littoral.

La Maison du Peuple d'Akpakpa a servi de cadre, ce 8 octobre 2025, à la célébration en différé de la Journée mondiale de l'Enseignant. Organisée par la Direction Départementale des Enseignements Secondaires Techniques et Professionnels du Littoral, cette première édition a mis à l'honneur les acteurs de l'éducation, dans une ambiance de reconnaissance et de solidarité.

Placée sous le thème « Repenser l'enseignement comme une profession collaborative », la rencontre a permis de rappeler, selon la présidente du comité d'organisation, Mariette HOUNSSOU, que le travail d'équipe et le partage d'expériences sont essentiels pour bâtir une éducation de qualité.



Invitée spéciale de la cérémonie, la ministre conseillère des Enseignements Secondaires Techniques et de la Formation Professionnelle, Sèdami MEDEGAN FAGLA, a salué la mission des enseignants, qu'elle a décrite comme un véritable « don de soi ». Au nom du gouvernement, elle a souligné l'engagement du Chef de l'État, Patrice TALON, à valoriser ce métier noble et à améliorer les conditions de travail des éducateurs.

Pour sa part, la marraine de l'événement, Sènan Flore GODJO, directrice départementale, a exprimé sa reconnaissance aux enseignants et les a encouragés à persévérer malgré les défis.

La cérémonie a rassemblé plusieurs personnalités de marque, parmi lesquelles le préfet du Littoral, Alain OROUNLA, le représentant du maire de Cotonou, Omer Maurille ADETONAH, ainsi que des représentants du Patronat des établissements privés et des responsables scolaires.

Un moment fort de reconnaissance pour les enseignants du Littoral, acteurs incontournables de la formation des générations futures.

Emeric Joël ALLAGBE



Démocratie et gouvernance en Afrique

PARLEMENTS : LA GRANDE ÉPREUVE

Institutions centrales de la démocratie, les parlements africains incarnent la voix des peuples et la promesse d'un progrès partagé. Mais entre ambitions régionales et réalités nationales, ils peinent encore à transformer les attentes citoyennes en réformes concrètes.

Le Parlement africain est bien plus qu'un simple organe législatif. Il symbolise la représentation populaire, le contrôle du pouvoir exécutif et la défense des droits fondamentaux. Les textes fondateurs des organisations régionales en font un pilier de l'intégration et de la gouvernance démocratique. L'Acte constitutif du Parlement panafricain lui confie la mission de porter la voix des peuples dans les politiques de développement. Celui de la CEDEAO insiste sur la nécessité d'harmoniser les législations et de promouvoir la paix et la sécurité. Quant à la Charte africaine de la démocratie, elle exige transparence et proximité avec les citoyens.

Pourtant, la pratique reste éloignée de ces idéaux. Des chercheurs comme Robert Mattes ou Peter Burnell soulignent que la démocratie parlementaire, souvent formelle, est parfois instrumentalisée au profit d'intérêts partisans. Les débats s'enferment dans les symboles, tandis que pauvreté, chômage, éducation ou sécurité alimentaire demeurent en suspens. Déjà, des penseurs visionnaires comme Cheikh Anta Diop et Kwame Nkrumah avertissaient : sans parlements indépendants et audacieux, l'intégration africaine resterait une chimère.

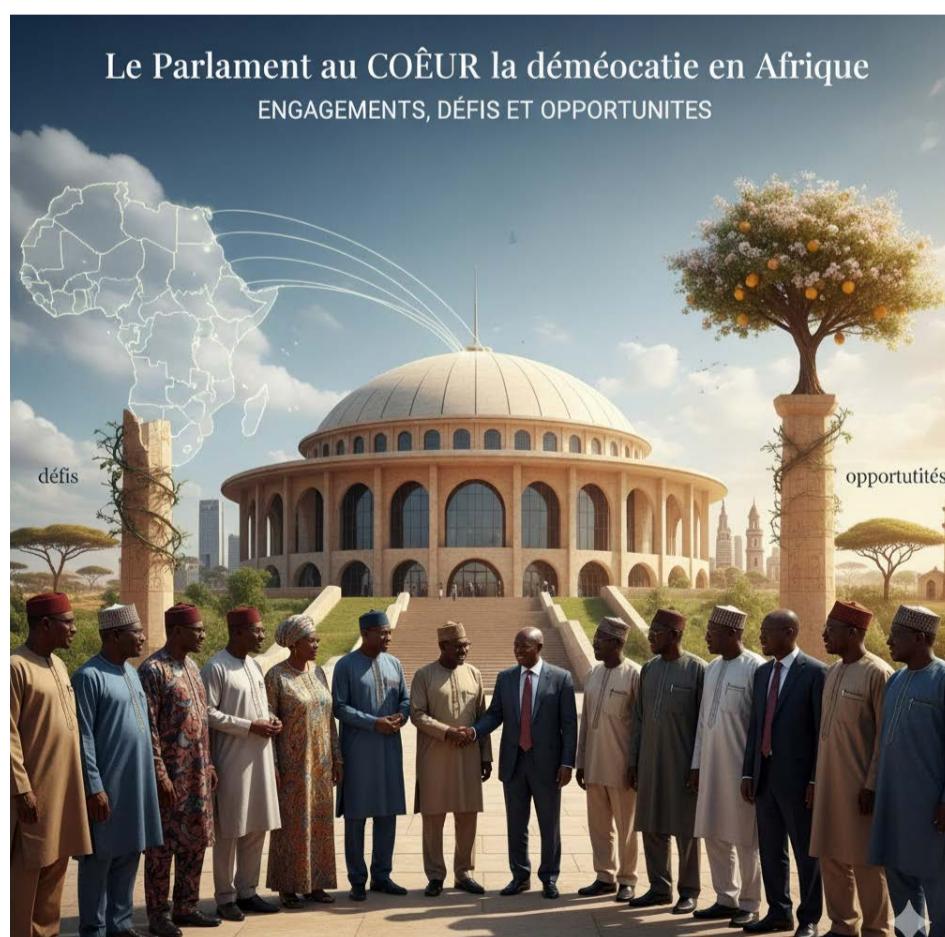
Michel SONON

Dans un contexte où de nombreux pays connaissent des échéances électorales ou l'ouverture de nouvelles sessions parlementaires, une fenêtre de changement s'ouvre. Ces moments sont des occasions pour rétablir la confiance et prouver que le Parlement peut être un levier stratégique de développement, de consolidation de la paix et de justice sociale. Encore faut-il dépasser les calculs électoraux à court terme.

Les attentes des citoyens sont claires : un accès équitable à l'éducation et à la santé, la création d'emplois, la sécurité et la protection des droits. Le Parlement est attendu comme un lieu de décisions concrètes où chaque loi améliore réellement le quotidien. Pour atteindre cet objectif, courage politique, indépendance institutionnelle et engagement collectif sont indispensables.

Mais les défis sont redoutables : désinformation, corruption, inégalités et perte de confiance fragilisent l'autorité des institutions. Les parlements ont donc la responsabilité de se réinventer, de donner une place réelle aux jeunes, aux femmes et aux communautés marginalisées, et de porter des politiques inclusives et durables.

Plus que jamais, l'Afrique se trouve à la croisée des chemins. Si les parlements saisissent cette opportunité historique, ils pourront devenir les moteurs d'un renouveau démocratique. Alors seulement, la voix des peuples cessera d'être un slogan pour devenir une réalité politique et sociale.



Le Parlement au COEUR la démocratie en Afrique
ENGAGEMENTS, DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Société & Égalité au Bénin

FEMMES : PROGRÈS, MAIS DÉFIS TENACES

Au Bénin, les femmes gagnent en visibilité et en droits, mais leur quotidien reste marqué par des discriminations, des violences et une faible représentation dans les instances décisionnelles. Malgré des avancées politiques et législatives, l'égalité de genre peine à devenir une réalité concrète.

Au Bénin, l'égalité entre les sexes est inscrite dans la loi, mais les réalités sociales restent contrastées. Si des avancées notables ont été enregistrées au cours de la dernière décennie, notamment en matière de représentation politique, les femmes continuent de faire face à de nombreux obstacles.

La société béninoise demeure fortement influencée par des normes patriarcales qui confinent encore les femmes à des rôles secondaires. Les violences basées sur le genre (VBG), le harcèlement sexuel et la discrimination constituent des problèmes persistants, malgré l'existence de lois répressives.

Dans les sphères politiques, la présence féminine reste limitée. Sur les 77 communes du pays, seules trois femmes ont accédé à la fonction de maire – un chiffre encore réduit après la destitution de Karamatou Fagbohoun à Adja-Ouèrè. En revanche, le Parlement affiche des progrès : 28 femmes siègent actuellement parmi les 109 députés.

Les inégalités se font également sentir dans l'accès aux services de base, à la justice, aux emplois rémunérateurs, au foncier et aux ressources financières. Pourtant, les femmes représentent une force économique majeure, surtout dans l'agriculture vivrière, les cultures d'exportation et le commerce de proximité. Leur contribution au développement local est essentielle, en particulier en milieu rural.

Conscient de ces enjeux, le gouvernement du président Patrice Talon a initié des réformes, renforcées par l'action de partenaires comme la Banque Mondiale, CARE International et l'Institut National de la Femme. Ces efforts visent à promouvoir l'autonomisation et à garantir l'égalité des genres. Toutefois, le principal défi demeure l'application effective des lois existantes, condition indispensable à un véritable changement.

Selon Mariam Chabi Talata Zimé Yerima, Vice-Présidente du Bénin, « en moins d'une décennie, le leadership politique féminin a considérablement progressé ». Mais pour beaucoup d'actrices de terrain, l'enjeu dépasse la représentation politique : il s'agit de transformer en profondeur la société afin que chaque femme béninoise puisse exercer pleinement ses droits et son autonomie.

Youssouf AVOCEGAMOU

Vie parlementaire au Togo

LE PARLEMENT ROUVRE, LA DÉMOCRATIE EN VIGILANCE

La deuxième session ordinaire de l'Assemblée nationale du Togo a été ouverte le 7 octobre 2025 par son président, Sevon-Tépé Kodjo Adédzé. Entre appel à la responsabilité, lutte contre la désinformation et examen du budget 2026, cette rentrée parlementaire se veut un moment de vigilance démocratique et de service au peuple.

Une ouverture solennelle sous le signe du devoir national

Dans l'hémicycle de Lomé, l'hymne national Terre de nos aïeux a donné le ton de la reprise des travaux parlementaires après trois mois d'intersession. La cérémonie s'est tenue en présence du président du Sénat, Barry Moussa Barqué, et du ministre Pacôme Yawovi Adjoumani, témoin de l'importance républicaine de l'événement. Symboliquement, la plupart des députés ont arboré des tenues traditionnelles de leurs régions, inscrivant cette rentrée dans l'esprit du mois du « consommer local ».

La responsabilité comme boussole

Dans son allocution, le président Adédzé a invité les élus à placer leurs travaux sous le signe de la gratitude, de la responsabilité et du service au peuple. « Transformer l'espérance en décisions » : tel est, selon lui, le sens même de cette session.

Il a aussi alerté sur la montée de la désinformation, qu'il considère comme une menace à la fois sécuritaire et économique. « Les spectres de la manipulation ressurgissent, et des citoyens honnêtes en paient le prix », a-t-il prévenu, appelant à une vigilance collective pour préserver la cohésion nationale.



Michel SONON

**Budget 2026 et grands chantiers**

Le cœur de cette deuxième session ordinaire sera l'examen de la loi de finances 2026. Une étape cruciale, selon Adédzé, qui insiste sur « une gestion rigoureuse et équitable des ressources publiques » afin d'investir dans les secteurs stratégiques et garantir des opportunités équitables pour tous.

Le président de l'Assemblée a également rappelé l'importance du bicamérisme et de la coopération entre députés et sénateurs, qu'il qualifie de « levier de progrès ».

Une institution tournée vers l'avenir

Au-delà du budget, les députés se pencheront sur divers séminaires thématiques : finances publiques, économie sociale et solidaire, droit international humanitaire, ou encore l'agenda « Femmes, Paix et Sécurité ». Des choix qui traduisent la volonté du Parlement togolais d'inscrire son action dans la durabilité et l'inclusion.

« La politique publique, au fond, c'est cela : donner sa chance à chacun », a martelé le président Adédzé, exprimant le souhait que le budget 2026 soit celui de la dignité et de l'équité pour tous les Togolais.

Un écho régional

Cette rentrée parlementaire togolaise intervient au moment où le Bénin voisin s'apprête, lui aussi, à ouvrir sa deuxième session ordinaire, dans un contexte préelectoral sensible. De part et d'autre des frontières, l'heure est à la même exigence : transformer les débats politiques en actes de maturité démocratique au service de la paix et de la stabilité.

Michel SONON

Actions sociales et solidarité

AÎNÉS OUBLIÉS

Au Bénin, la solidarité intergénérationnelle s'effrite, laissant de nombreux aînés isolés. Face à cette réalité, l'État, des associations et des structures privées tentent d'apporter des réponses, entre assistance sociale, sensibilisation et réforme des droits à la retraite.

Un isolement grandissant

L'urbanisation rapide, la migration vers les grandes villes et la paupérisation des familles entraînent une rupture des liens traditionnels de solidarité. De plus en plus de personnes âgées se retrouvent seules, sans soutien matériel ni affectif. Dans certains foyers urbains, la prise en charge des parents devient un fardeau difficile à assumer, malgré la volonté de maintenir les liens familiaux.

Des initiatives pour briser la solitude

Dans ce contexte, des structures religieuses et associatives multiplient les initiatives. La maison des Petites Sœurs de la Charité accueille des aînés pauvres et isolés. Home Services Santé et Agewell-Bénin proposent des aides à domicile : toilette, repas, accompagnement quotidien. Quant à ANHOC BENIN, l'association nationale des infirmiers et sages-femmes, elle organise des événements festifs et de bien-être pour honorer les aînés et rappeler leur place dans la société.

Lutte contre l'âgisme

Le 6 octobre 2023, le Bénin a célébré ses aînés à Tori-Bossito, lors de la 33e Journée internationale des personnes âgées. Placée sous le thème « La lutte contre l'âgisme : un défi pour les générations actuelles et futures », la cérémonie a rassemblé autorités, partenaires et défenseurs des droits des personnes âgées. Le Secrétariat général adjoint de la plateforme nationale de défense des intérêts des aînés a salué les récentes mesures sociales du gouvernement, notamment la simplification de l'accès aux droits liés à la retraite et l'augmentation des pensions.

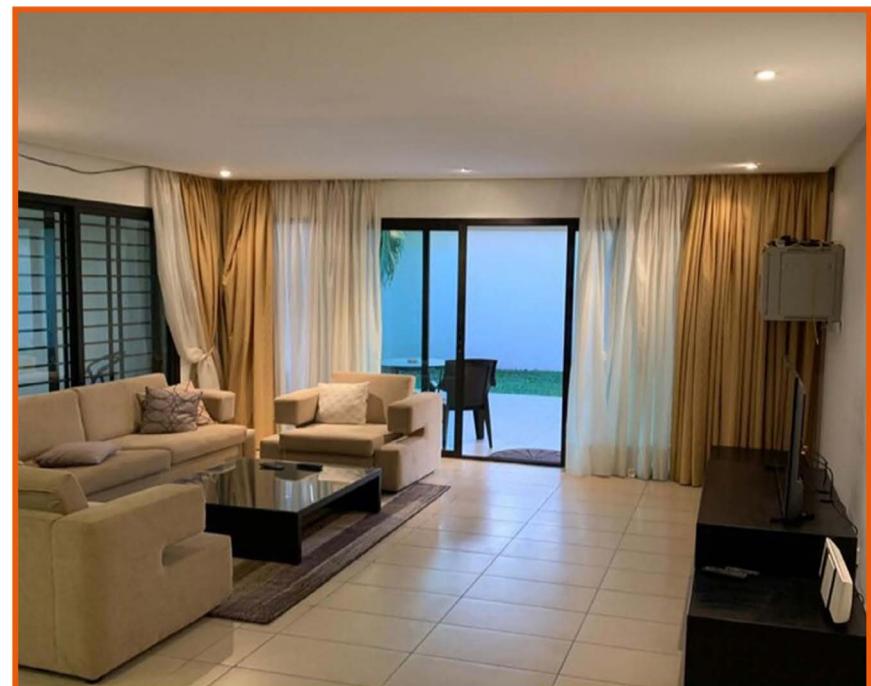
Un combat à poursuivre

Si ces réformes améliorent les conditions de vie des retraités, elles restent insuffisantes pour répondre à l'ampleur des défis. La maltraitance, la discrimination liée à l'âge et l'abandon social exigent des politiques plus inclusives. La solidarité envers les aînés ne doit pas seulement être l'affaire des institutions : elle doit redevenir un devoir collectif, partagé par toutes les générations.

Youssouf AVOCEGAMOU

ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

Les résidences
FENOУ



Porto-Novo, Djassine Houinvié
- Tokpota - Dowa



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707